MONTGOLFIERES DU ROY

7 Avenue Foch 59800 LILLE

Article 1 – TITRE

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901, ayant pour titre MONTGOLFIERES DU ROY.

Article – OBJET

L'association a pour but la pratique et le développement des vols en montgolfière.

Article 3 – MOYENS D'ACTION

L'association se propose d'atteindre ses objectifs notamment par l'acquisition et l'exploitation de montgolfières dans le cadre de vols d'initiation, d'instruction, d'entraînement ou de démonstration, par l'organisation ou la participation à des rassemblements et compétitions, et toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à l'objet de l'association.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à LILLE (59800), 7 Avenue Foch. Il pourra être transféré en tous lieux par simple décision du Conseil d'administration.

L'adresse de gestion est fixée au domicile du Président de l'association.

Article 5 – DUREE

La durée de l'association est indéterminée.

Article 6 – MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association se compose de membres d'honneur, membres bienfaiteurs et membres actifs.

Sont membres d'honneur les personnes désignées comme telles pour services éminents rendus à l'association. Sont membres bienfaiteurs les personnes ayant acquitté pour l'année en cours une cotisation égale au moins à trois fois la cotisation annuelle d'un membre actif. Sont membres actifs les personnes dont l'admission a été agréée par le bureau et à jour de leur cotisation annuelle.

Article 7 – PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE

La qualité de membre se perd par :

*la démission notifiée par lettre simple adressée au Président de l'association

*le décès de la personne physique ou la dissolution de la personne morale

*la radiation prononcée par le conseil d'administration pour non-paiement de la cotisation

*la radiation prononcée par le conseil d'administration pour motif grave, l'intéressé ayant été invité au préalable à présenter ses observations.

Article 8 – RESSOURCES DE L'ASSOCIATION

Les ressources de l'association comprennent les cotisations, les subventions de l'Etat ou des collectivités publiques, les sommes perçues en contrepartie des prestations fournies par l'association, et toutes autres ressources autorisées par les textes législatifs ou réglementaires.

Article 9 – LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est dirigée par un Conseil d'administration de trois à cinq membres, élus par l'Assemblée générale pour une durée de quatre ans. Les membres sortants sont rééligibles. En cas de vacance, le Conseil peut pourvoir au remplacement d'un administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale.

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an, sur convocation du président ou à la demande du quart au moins de ses membres. Le Conseil peut valablement délibérer quel que soit le nombre d'administrateurs présents. Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Article 10 - POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour prendre toutes les décisions qui ne sont pas réservées à l'assemblée générale. Le Conseil établit l'ordre du jour des assemblées et assure, avec le bureau dont il surveille la gestion, l'exécution des décisions de ces assemblées. Il autorise toutes transactions immobilières, établit le budget de l'association et fixe le montant des cotisations.

Article 11 - LE BUREAU

Le bureau assure le bon fonctionnement de l'association et veille à la mise en œuvre des décisions du Conseil d'administration. Le président représente l'association dans tous les actes de la vie civile et il conclut tous les accords, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'administration en matière immobilière. Il agit en justice au nom de l'association. Il peut déléguer partiellement ses pouvoirs. En cas d'empêchement, il est remplacé provisoirement par le secrétaire. Le secrétaire est chargé de toutes les écritures concernant le fonctionnement de l'association. Le trésorier est chargé de tenir, ou faire tenir sous son contrôle, la comptabilité de l'association. Vis à vis des organismes bancaires ou postaux, le président, le trésorier ou toute personne désignée par le président avec l'accord du bureau, ont pouvoir, chacun séparément de signer tous moyens de paiement, quittances ou décharges.

Article 12 – ASSEMBLEE GENERALE

L'assemblée générale comprend tous les membres actifs de l'association à jour de leur cotisation. Chaque membre peut se faire représenter par un autre membre. Quinze jours au moins avant la date fixée par le bureau, le secrétaire adresse les convocations, sur lesquelles figure l'ordre du jour. L'assemblée générale ordinaire se réunit une fois par an. Elle entend le rapport sur l'activité de l'association, approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget et donne quitus de leur gestion aux administrateurs. Il est ensuite procédé, s'il y a lieu, à l'élection des administrateurs et à l'examen des questions diverses. L'assemblée générale ordinaire peut également être convoquée en cas de besoin, ou sur demande du quart des membres de l'association. Elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des suffrages exprimés par les membres présents ou représentés.

Article 13 – ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES

L'assemblée générale extraordinaire se prononce sur les modifications à apporter aux statuts ou sur la dissolution de l'association. Elle se réunit à la demande du Conseil d'administration ou de la moitié des membres de l'association. Elle ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins des membres actifs est présente ou représentée. Si ce quorum n'est pas atteint, elle est à nouveau convoquée, à quinze jours au moins d'intervalle, et peut alors délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 14 – DISSOLUTION

En cas de dissolution prononcée par l'assemblée générale extraordinaire, un ou plusieurs liquidateurs sont nommés par celle-ci. L'actif, s'il y a lieu, est dévolu à une ou plusieurs associations, conformément à la loi en vigueur.

Article 15 – REGLEMENT INTERIEUR

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'administration, qui le fait approuver par l'assemblée générale ordinaire.

Fait à DUISANS le trois avril deux mille vingt deux en deux exemplaires originaux.